

CNED

2 boulevard Nicéphore Niepce

86360 CHASSENEUIL DU POITOU

**Travaux d'isolation, d'étanchéité et de remplacement des
verrières en toitures terrasses du bâtiment Cned - Cassin**

14, avenue René Cassin – TELEPORT 2 – Site du Futuroscope

86360 CHASSENEUIL DU POITOU

Marché n°2025DG07**Cahier des Clauses
Techniques Particulières****PRESCRIPTIONS GENERALES**

07/10/2024

**Cabinet MOREAU et Associés**2, rue de Garlus – ZA de Bonnerme
17800 PONS

Tel : 05 46 96 45 50 - Fax : 05 46 96 45 51

E.mail: contact@cma-eco.fr

TABLE DES MATIERES

1 GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS	2
1.1 <u>DESIGNATION DE L'OPERATION</u>	2
1.2 <u>NATURE DE LA MISSION</u>	2
1.3 <u>LISTE DES LOTS</u>	2
1.4 <u>AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES</u>	2
1.5 <u>VARIANTE AU PRESENT CCTP</u>	3
1.6 <u>PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES</u>	3
1.7 <u>FRAIS D'ETUDES</u>	3
1.8 <u>CONNAISSANCE DES LIEUX, DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION</u>	4
1.8.1 Connaissance des lieux	4
1.8.2 Connaissance des travaux	4
1.8.3 Caractère forfaitaire des prix	5
1.8.4 Etablissement des quantités des détails estimatifs	5
1.9 <u>REFERENCE A LA REGLEMENTATION</u>	5
1.10 <u>PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES</u>	6
1.10.1 Généralités	6
1.10.2 Produits de marques	6
1.10.3 Responsabilité de l'entrepreneur	6
1.10.4 Agréments - Essais - Analyses	7
1.11 <u>GARANTIES ANUELLES, BIENNALE et/ou DECENNALE</u>	7
1.12 <u>OUVRAGES PROVISoire POUR MISE HORS D'EAU ET D'AIR</u>	7
1.13 <u>VERIFICATION DES COTES - MODIFICATION DU PROJET - PLAN D'EXECUTION</u>	7
1.14 <u>RETARD DANS LA REMISE DES PLANS</u>	8
1.15 <u>ESSAIS - VERIFICATION ET CONTROLE</u>	8
1.15.1 Essais et vérifications	8
1.15.2 Essais et contrôle	8
1.16 <u>RAPPORT AVEC LES ADMINISTRATIONS</u>	8
1.17 <u>PLAN DE RECOLEMENT - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES</u>	9
1.18 <u>NETTOYAGE DU CHANTIER - EVACUATION DES GRAVATS</u>	9
1.18.1 Nettoyage du chantier	9
1.18.2 Remise en état des lieux	10
1.18.3 Ouverture et fermeture du chantier	10
1.19 <u>HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER</u>	10
1.19.1 Dépense d'équipement	10
1.19.2 Dépense de fonctionnement et d'entretien à charge des entreprises	12
1.20 <u>RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNION DE SECURITE</u>	12
1.21 <u>CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES</u>	13
1.22 <u>CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE) – LABEL RGE</u>	13

1 GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1.1 DESIGNATION DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet de décrire les travaux d'isolation, d'étanchéité et de remplacement des verrières en toitures terrasses du bâtiment Cned - CASSIN situé avenue René Cassin dans la Commune de Chasseneuil (86360)

Le Maître d'Ouvrage est :

CNED
2 Boulevard Nicéphore Niepce
86360 CHASSENEUIL

1.2 NATURE DE LA MISSION

Le Maître d'Ouvrage a confié une mission normalisée de Maîtrise d'Œuvre, type "mission de base", au cabinet Moreau et Associés chargé d'étudier le présent projet.

1.3 LISTE DES LOTS

LOT N° 1	Etanchéité et isolation de toiture terrasse
LOT N° 2	Verrières aluminium
LOT N° 3	CVC - Chauffage / Ventilation / Climatisation
LOT N° 4	Serrurerie
LOT N° 5	Peinture extérieure

1.4 AVERTISSEMENT AUX ENTREPRISES

Les entreprises des divers corps d'état seront réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le dossier complet des travaux pour tous les corps d'état.

Les entreprises sont réputées s'être assurées qu'il n'y a ni manque ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont elles sont responsables, afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art, et pour la bonne construction, l'entrepreneur sera tenu de prévoir, dans ses dépenses, tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait, pour les travaux de son lot.

Les plans et devis descriptifs forment un tout défini dans les ouvrages à réaliser, en se complétant mutuellement.

Un ouvrage figurant aux plans mais non repris explicitement dans le descriptif devra être réalisé dans les conditions minimales d'exécution s'il ne peut être assimilé à une prescription comparable au descriptif.

De même, un ouvrage décrit au devis descriptif devra être réalisé même si les plans n'en font pas mention.

Dans l'un et l'autre cas, aucun supplément au forfait ne sera admis si aucune demande de renseignement préalable n'a pas été formulée par écrit avant la date de remise des offres.

La préséance du devis descriptif sur les plans ne joue qu'en cas de contradiction entre ces pièces.

L'entrepreneur remettra ses prix suivant le cadre du bordereau quantitatif, fourni au dossier, sachant que les quantités données ne sont pas contractuelles et devront donc être vérifiées à l'aide des plans et descriptifs.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une erreur ou d'un oubli.

En tout état de cause, le choix définitif sera arrêté suivant la solution la plus complète amenant à une réalisation optimale du projet.

1.5 VARIANTE AU PRESENT CCTP

Les offres des entreprises peuvent présenter des variantes au présent CCTP si elles apportent des qualités équivalentes ou des économies substantielles, à condition qu'il soit répondu néanmoins au descriptif de base.

1.6 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

1.7 FRAIS D'ETUDES

Le Maître d'Ouvrage a confié une mission normalisée de Maîtrise d'Œuvre, type " mission de base" selon la loi MOP, à l'équipe de conception chargée d'étudier le présent projet.

En conséquence, les entreprises devront tenir compte dans leurs offres de prix, que les frais de la mission ci-dessous sont à leur charge.

Lot étanchéité et isolation de toiture terrasse :

- Etude complète avec note de calcul
- Plans de repérage avec forme de pente de l'isolant
- Plans d'exécution,

Lot Menuiserie Aluminium

- Etude complète avec note de calcul

- Plans de repérage,
- Plans d'exécution,
- Plans de détails

Lot CVC

- Etude complète avec note de calcul
- Plans d'exécution,
- Plans de détails

Lot Serrurerie

- Etude complète avec note de calcul pour les fixations des garde-corps
- Plans d'exécution
- Plans de détails

1.8 CONNAISSANCE DES LIEUX, DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION**1.8.1 Connaissance des lieux**

L'Entreprise sera censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui seront parfaitement connus :

- Les sites, lieux, le terrain d'implantation des ouvrages et ses sujétions propres,
- La nature des sols et moyens d'accès
- Les conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux
- Les modalités et difficultés de circulation et de stationnement dans l'enceinte du chantier
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- L'enquête préalable auprès des services concessionnaires et services de sécurité.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur ses prix.

Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront à la diligence de l'entreprise et les frais correspondants seront à sa charge.

Les voiries et bordures détériorées, éventuellement en cours de travaux, seront remises en état par l'entreprise responsable.

1.8.2 Connaissance des travaux

Les entrepreneurs des divers lots sont réputés avoir pris connaissance de tous les lots constituant un ensemble ainsi que des plans et des documents généraux de référence, dont les prescriptions ont valeur contractuelle.

Les entrepreneurs déclarent s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance, de leur nature et de leur texture. Ils affirment notamment avoir reconnu le terrain et apprécié toutes les difficultés de réalisation inhérentes.

Les difficultés résultantes des travaux effectués aux abords et sur le chantier pour travaux divers de voirie, pose de canalisations, réseaux divers, etc. ne donneront lieu à aucune majoration de prix, ni à aucune prolongation du délai d'exécution.

1.8.3 Caractère forfaitaire des prix

Il est bien entendu que pour le montant total de son offre, l'entrepreneur devra assurer toutes les fournitures et exécuter tous les travaux de sa profession, nécessaires ou suppléments, utiles au complet achèvement des ouvrages prévus, lesquels ne doivent faire l'objet d'aucun supplément quelles que soient les quantités d'ouvrages qu'il aura pu énoncer.

Toute incertitude relative aux documents du présent dossier devra être levée au stade de l'étude, et aucune réclamation postérieure à la remise de l'offre, émise par suite d'une imprécision, d'une contradiction ou de toute imperfection desdits documents, ne sera admise.

1.8.4 Etablissement des quantités des détails estimatifs

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

L'entrepreneur doit décomposer son offre pour chacune des phases de réalisation des travaux.

Les détails estimatifs et les quantités y figurant sont établis par l'entrepreneur selon les différents articles des CCTP.

A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité (u), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m2), soit au mètre cube (m3), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en oeuvre, etc...

Les prix établis par l'entrepreneur et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, l'entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qui sont portées sur la DPGF.

1.9 REFERENCE A LA REGLEMENTATION

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants et documents spécifiques à l'opération, le premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement par l'Entrepreneur et notamment :

- Les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) approuvés par Décret et applicables aux marchés de travaux de Bâtiments, génie civil.
- Les cahiers des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés au D.T.U. et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.
- Les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités
- Autres Normes Françaises (normes NF, REEF édité par le CSTB).
- Règles et règlements généraux et locaux des services concédés

- Code du Travail tant en ce qui concerne les mesures d'hygiène et de sécurité pendant l'exécution du chantier que pour la réglementation concernant les locaux de travail.
- Les prescriptions de la déclaration préalable.
- Les prescriptions du rapport initial d'examen établi par le Bureau de Contrôle.
- Code du travail titre 3 "Hygiène, sécurité et conditions de travail".

Le fait qu'il ne soit pas fait mention des normes, règlements et agrément dans le présent descriptif ne doit pas être une raison de leur non-application.

1.10 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES

1.10.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à "Avis Technique", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un "Avis Technique".

Pour les produits ayant fait l'objet d'une " Certification " par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un " Certificat de qualification ".

1.10.2 Produits de marques

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention " ou équivalent ", ne sont donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entreprises pourront proposer des marques et produits équivalents respectant l'esprit du projet et des contraintes. Les produits proposés comme équivalents devront présenter les qualités techniques de durabilité, de fiabilité et d'esthétique au moins égales à celles des produits qui seront mentionnés dans le CCTP.

L'offre de l'entreprise devra comporter obligatoirement les références et types de matériels proposés. Il appartiendra au maître d'œuvre et maître d'ouvrage d'estimer si les produits proposés par l'entreprise possèdent le niveau de qualité requis. En l'absence de toutes références nouvelles ou de produits nouveaux, le maître d'œuvre pourra exiger ceux prescrits dans les pièces du marché, sans que l'entreprise puisse prétendre à un supplément de prix. Le CCTP précisera que cette clause est une obligation contractuelle, l'entreprise reconnaissant avoir pris en compte cet engagement.

1.10.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, si il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier par écrit avec toutes justifications à l'appui.

1.10.4 Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'oeuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

1.11 GARANTIES ANNUELLES, BIENNALE et DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve, constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

1.12 OUVRAGES PROVISOIRES POUR MISE HORS D'EAU ET D'AIR

Dans le cas où le délai d'exécution l'imposerait (d'après le planning établi) les entreprises seront tenues de mettre en œuvre à leurs frais, par tous moyens adéquats et résistants, des dispositifs de mise hors d'eau et hors d'air de la construction (bâchage, fermeture provisoire, chauffage de chantier, appareil de déshumidification ...).

Il en est de même dans le cas d'un retard d'exécution ou d'approvisionnement imputable à une entreprise désignée, entraînant des mesures de protection provisoire.

1.13 VERIFICATION DES COTES - MODIFICATION DU PROJET - PLAN D'EXECUTION

Les entrepreneurs devront vérifier les cotes portées sur les plans d'exécution et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins.

Les entrepreneurs devront s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses dans le doute, ils devront en référer au maître d'œuvre.

Les entrepreneurs ne pourront modifier quoi que ce soit au projet du maître d'œuvre, mais ils devront signaler tous les changements qu'ils seraient susceptibles d'apporter. Ils produiront tous renseignements complémentaires sur ce qui semblerait douteux ou incomplet. Ils devront établir et lui soumettre tous dessins de détails nécessaires en complément des plans du dossier.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'entrepreneur sera responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles pourraient entraîner.

1.14 RETARD DANS LA REMISE DES PLANS

Au cas où les plans de réservations ne seraient pas remis en temps utile ou comporteraient des erreurs d'implantation ou seraient incomplets, l'entrepreneur responsable devra supporter les frais engagés par l'entrepreneur d'étanchéité pour les travaux et ouvrages accessoires (perçement, modification de plan, démolition, travaux modificatifs, étanchéité complémentaire).

1.15 ESSAIS - VERIFICATION ET CONTROLE

1.15.1 Essais et vérifications

Aux termes de la loi du 04 janvier 1978, obligation est faite aux entreprises de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux essais et vérifications de fonctionnement des ouvrages qui leur incombent. En particulier, les entreprises devront définir leur programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

Les entrepreneurs des installations techniques spécialisées, telles que l'électricité, la plomberie, le chauffage, la climatisation, etc ..., réaliseront les essais nécessaires au bon fonctionnement et leurs appareils et canalisations, avant la mise en service de leurs installations. Ces essais seront conduits selon les normes françaises en vigueur, les prescriptions du DTU ou REEF et du CSTB. Les frais seront à la charge de l'entreprise concernée.

Les essais ci-dessus seront complétés par les documents techniques :

- Les fluides nécessaires aux essais seront à la charge des entreprises concernées par les essais.
- Il est rappelé, à toutes les entreprises concernées, que les travaux ne pourront être réceptionnés sans la production de ces documents justifiant que les essais ont bien été réalisés.

1.15.2 Essais et contrôle

L'entrepreneur est tenu, sans supplément de prix :

- De fournir tous les documents nécessaires aux fins de vérifications des dispositions constructives.
- De fournir tous les procès-verbaux de classification au point de vue de la réaction ou de la résistance au feu établis par les laboratoires agréés, des matériaux utilisés. Ces procès-verbaux sont remis en même temps que les échantillons des matériaux et avant tout début d'exécution ou de mise en œuvre.
- De satisfaire aux contrôles qu'exécute le Bureau de Contrôle dans le cadre de sa mission

1.16 RAPPORT AVEC LES ADMINISTRATIONS

Les entreprises dont la réalisation des ouvrages fait appel à des autorisations administratives ou à des branchements sur les réseaux publics, feront (chacune en ce qui la concerne) toutes les demandes à effectuer auprès des services intéressés.

1.17 PLAN DE RECOLEMENT - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Les Entreprises sont tenues de remettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre, en fin de chantier, 2 exemplaires plus 1 reproductible (plan et clef USB, format PDF et DWG) des plans définitifs des ouvrages exécutés.

De même, les entreprises remettront 2 exemplaires des certificats de conformité, d'essais, de traitement, etc... de l'ensemble des matériels et matériaux mis en œuvre.

La liste des pièces " DOE " comprendra :

- Liste des garanties particulières.
- Les plans du Maître d'Œuvre mis à jour.
- Les plans techniques mis à jour.
- Les plans des réseaux modifiés tel que :
 - Chauffage.
 - Ventilation mécanique contrôlé.
 - Autres fluides.
- Les schémas et notices de fonctionnement des installations techniques telles que :
 - Armoires électriques.
 - Chauffage.
 - VMC.
- Les notices d'entretien des appareils.
- La collection complète des divers certificats de garantie et essais des appareils, matériels et matériaux.
- Les attestations d'assurances spéciales pour matériaux et exécution.

1.18 NETTOYAGE DU CHANTIER - EVACUATION DES GRAVATS

1.18.1 Nettoyage du chantier

Chaque entrepreneur sera tenu au nettoyage des zones d'intervention et à l'évacuation des gravois en un endroit désigné, au moins une fois par jour et à leurs frais.

L'entrepreneur devra l'enlèvement régulier et au minimum 2 fois par semaine de ces gravois.

Il devra également le balayage de la construction et le nettoyage des abords du bâtiment une fois par semaine pendant la durée des travaux de tous les lots fixés au planning.

Ce nettoyage sera fait la veille du rendez-vous de chantier.

Si le nettoyage journalier et l'évacuation des gravois n'étaient pas réalisés par l'entreprise, ceux-ci seront effectués par simple ordre du Maître d'Œuvre porté au P.V. de réunion de chantier par une entreprise de nettoyage à ses frais.

1.18.2 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage à la réception du chantier.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais,
- L'entrepreneur du lot étanchéité aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier,
- Cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

1.18.3 Ouverture et fermeture du chantier

Le représentant de chaque entreprise aura un pass chantier, chaque entreprise est responsable du chantier et devra veiller à sa sécurité afin d'éviter intrusions, vandalismes, vols etc.

Toutes compensations en cas de vols ou dégradations seront à la charge de l'entreprise responsable de ses ouvrages.

1.19 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

La sécurité réglementaire sera prévue par l'entreprise, conformément à la réglementation en vigueur concernant la protection des travailleurs, ainsi que le respect des consignes de sécurité en vigueur pour l'utilisation des moyens de manutention et travail en hauteur (filets, harnais, etc.).

Le chantier est soumis aux dispositions :

- De la loi n°93.14.18 du 31 décembre 1993,
- Du décret d'application n° 94-1159 du 26.12.94,
- Du décret n° 95.543 du 04.05.95,
- Du décret n°95.607 du 06.05.95,
- Du décret n°95.608 du 06.05.95, arrêté du 07.03.95.
- Du décret n° 92.958 du 03.09.92 , de l'arrêté du 29 Janvier 1993,
- De la recommandation n° T 1 - 91 (Moniteur 01.03.91)
- Du PGC

Les travaux réalisés à l'intérieur du bâtiment seront réalisés en site « occupé », l'entreprise devra alors prendre toutes les précautions lors de ses interventions.

En conséquence, les entreprises devront prévoir l'ensemble des mesures liées à l'application de cette réglementation et les faire apparaître de manière significative dans le devis estimatif.

1.19.1 Dépense d'équipement

Les frais d'installation, de location et d'entretien seront assumés par le lot étanchéité et isolation de toiture terrasse :

- Panneau de chantier comprenant selon indication du maître d'œuvre :
 - Le n° de la déclaration préalable.
 - Le nom et la fonction de chaque intervenant.
 - Dimensions 200 x 120 cm , posé sur une ossature bois scellée au sol en limite de chantier.
 - Intégration des sigles de la Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'Oeuvre, bureau de contrôle, CSPS et des entreprises
- Signalisation réglementaire sur la voirie si nécessaire

- Mise en place d'un sanitaire de chantier mixte, d'un vestiaire et d'une salle de restauration
- Barrière de chantier autour de la tour d'accès, des installations de chantier et des zones de stockage
- Les moyens pour se raccorder sur l'alimentation en eau du bâtiment (fourni par la MOU)
- Un tableau électrique de chantier et le câble nécessaire pour se raccorder sur le bâtiment y compris contrôle réglementaire par un organisme habilité avant utilisation
- Installation de bennes à gravois pour l'évacuation de l'étanchéité et de l'isolant
- Les accès de chantier et leur entretien

La maîtrise d'ouvrage mettra à la disposition des entreprises :

- Les énergies (électricité et eau)
- Une salle de réunion

1.19.2 Dépense de fonctionnement et d'entretien à charge des entreprises

1° Les dépenses éventuelles de nettoyage général du chantier qui s'avèreraient nécessaires par le maître d'œuvre, seront portées au débit des entreprises défaillantes.

2° Les charges temporaires de voirie et de police suivant la réglementation.

3° La fourniture des bennes, l'organisation de leur mise en place et de leur évacuation.

4° L'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques réalisées par le lot "étanchéité et isolation de toiture terrasse"

5° Le nettoyage hebdomadaire des installations de chantier et des zones de stockage

1.20 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNION DE SECURITE

Le jour et l'heure des rendez-vous de chantier seront fixés par le maître d'œuvre en début de travaux. Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente et accréditée, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise. Faute de respecter cette clause, l'entreprise sera considérée comme absente.

Toute entreprise absente aux rendez-vous de chantier, ou réunions spécifiques, acceptera implicitement les décisions arrêtées lors de ces réunions, sauf indications contraires notifiées aux Maîtres d'Oeuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 7 jours, après réception du compte-rendu de chantier.

Un exemplaire du compte-rendu restera en permanence dans le bureau de chantier, sous la responsabilité de l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier se verra frappée d'une pénalité par absence suivant les termes du CCAP.

Tout retard de plus d'un quart d'heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

1.21 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer les contrôles des matériaux et de leur mise en œuvre et des plans.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Le responsable de l'entreprise vérifiera que les plans disponibles sur chantier sont à jour et, dans le cas de travaux sur lesquels la réglementation exige une qualification spéciale des ouvriers, que la main d'œuvre employée possède bien cette qualification.
- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface des autres corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

1.22 CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE) – LABEL RGE

Les professionnels répondant au Lot 01 : Étanchéité et Isolation de toiture terrasse devront obligatoirement être labellisés RGE (Reconnu garant de l'environnement) pour prétendre bénéficier du dispositif des CEE.

La certification RGE est un signe de qualité permettant d'identifier un professionnel qualifié en matière de travaux de rénovation énergétique.

Pour être labellisé RGE, le professionnel du bâtiment doit remplir plusieurs conditions :

- Employer un responsable technique formé RGE,
- Faire appel à des sous-traitants certifiés RGE,
- Réaliser au minimum 2 chantiers tous les 2 ans dans l'activité labellisée RGE.